

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2 : International : Belgique ; Union européenne / Actualité sociale : le retour du CPE / p.3 à 6 : Place au débat : Enjeux avant la présidentielle / p.6 : Avez-vous remarqué ? : Merveilleuse « Union européenne » / p.7 : Brèves sociales : Bosch, Brandt, Loi Duplomb / p.8 : Coup de gueule : anti-sciences : attention danger !

EDITO

En ce mois de février les chaînes d'info continue font leurs gros titres sur les multiples épisodes de crues et sur les ramifications tentaculaires de l'affaire Epstein qui est loin d'avoir livré tous ses secrets. Malgré l'approche des élections municipales on parle très peu des problèmes qui intéressent vraiment nos compatriotes, sauf bien sûr ceux qui sont touchés par les inondations.

A ce sujet, il faut rappeler que si le dérèglement climatique accentue la fréquence de ces épisodes, leurs conséquences sont aussi liées à certains aménagements comme la construction de maisons dans des zones inondables ou l'abattage de haies qui permettent de retenir l'eau. Il faut saluer le travail des électriciens, des pompiers, des agents de la sécurité civile mais aussi des agents municipaux qui interviennent avec efficacité pour limiter au maximum les dégâts et sauver des vies. On évoque souvent la période actuelle comme étant celle de l'individualisme roi mais ces épisodes sont l'occasion de montrer la solidarité de la population.

Après la séquence budgétaire le gouvernement annonce plusieurs projets qui devront occuper les députés et sénateurs pendant plusieurs mois. Force est de constater que ces projets ne répondent pas aux aspirations de nos compatriotes concernant le pouvoir d'achat et l'emploi alors que le chômage repart à la hausse.

Dans un mois les élections municipales permettront d'avoir une idée plus précise du véritable rapport de forces à un an de la prochaine élection présidentielle.

Malgré les vociférations de quelques responsables politiques, il faut espérer que le débat restera serein. Même s'il faut évidemment condamner l'agression mortelle d'un militant nationaliste, il ne faut pas oublier que ce sont souvent des militants d'extrême-droite qui se comportent de manière violente envers d'autres militants ou envers des immigrés. La démocratie exige un débat politique apaisé où les confrontations ne doivent pas déboucher sur des appels à la violence quelle qu'elle soit.

C'est souvent la peur de la violence des blacks bocks qui détourne nos concitoyens de participer aux manifestations syndicales alors même qu'ils soutiennent les revendications exprimées.

On l'a vu ces dernières années la police n'est pas toujours exempte de reproches dans ces manifestations mais on doit se réjouir que malgré sa lenteur la justice fasse son travail et que les mauvais comportements sont sanctionnés.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

Belgique : grève nationale monstre en vue pour s'opposer à la cure d'austérité voulue par le gouvernement

Le royaume est entré dans un conflit social d'une ampleur inédite depuis les années 1980 : paralysie des services publics, mais aussi à des blocages dans le privé, syndicats et partis de gauche s'opposant farouchement au budget établi par le premier ministre, Bart De Wever.

Union européenne : Le coup de force de l'Allemagne qui court-circuite le Parlement européen à propos du Mercosur : Au moment où Macron fait mine de jouer les gros bras pour donner satisfaction aux agriculteurs, mais s'écroule comme à son habitude, à la veille du vote du Coreper le 9 janvier, un document a discrètement disparu du dossier Mercosur. Il garantissait que l'Union européenne ne notifierait l'application provisoire de l'accord « *qu'après que le Parlement européen aura donné son consentement* ». Autrement dit : l'accord serait signé mais les quotas de bœuf sud-américains n'entreraient pas en vigueur tant que les députés n'auraient pas ratifié l'ensemble de l'accord UE-Mercosur. Cette clause protectrice, datée du 2 décembre, a été retirée sous la pression de Berlin et Madrid. Autrement dit, l'accord pourra s'appliquer probablement dès la fin mars, avant même que le Parlement européen ne se prononce.

ACTUALITE SOCIALE

Le retour du CPE

Par Emilie RENOIR

Il y a quelques jours le MEDEF a lancé une nouvelle idée : un contrat jeune à durée déterminée payé en dessous du SMIC et susceptible d'être interrompu à tout moment. Autrement dit le MEDEF propose à des jeunes d'être sous payés et licenciés à tout moment sans aucun motif. Raison avancée pour cette proposition : former un jeune coûterait cher aux entreprises et la formation dispensée par l'école ne correspondrait pas aux besoins du patronat. Malgré le battage fait autour de cette proposition ce n'est évidemment pas une idée nouvelle. On se souvient du contrat de première embauche (CPE) que voulait mettre en place Sarkozy et que la mobilisation des jeunes et des salariés a permis de remiser au placard. La France est l'un des pays européens où le nombre de jeunes à la recherche d'un emploi est parmi les plus élevés. Non pas comme le prétend le patronat parce que la formation dispensée par l'école serait insuffisante mais parce que le patronat préfère rémunérer grassement les actionnaires plutôt que d'investir notamment dans la formation. Et ce alors que l'Etat aide les patrons à former des apprentis même si le gouvernement veut diminuer les sommes qu'il y consacre. La formation en alternance a connu un bond important ces dernières années, preuve que les jeunes sont prêts à s'investir dès lors qu'on les respecte et qu'on leur offre de vrais débouchés. Certes beaucoup trop de jeunes sortent du cursus scolaire sans diplôme mais il n'y a pas de fatalité. L'enseignement technique est encore trop dévalorisé en France par rapport à ce qui se passe chez nos voisins, l'Allemagne en particulier. Mais contrairement à ce que souhaiterait depuis longtemps le patronat, l'école n'a pas seulement pour mission de former des hommes et des femmes prêts à l'emploi, elle a aussi pour devoir de former des citoyens capables de comprendre le monde qui les entoure. Ce n'est pas en proposant à des jeunes de devenir des serfs corvéables et jetables à merci qu'on préparera l'avenir. Ceux qui se sont battus contre le CPE l'ont bien compris. Nul doute que si le gouvernement aujourd'hui ou demain tentait de mettre en place cette proposition patronale, il devrait faire face à une mobilisation d'ampleur.

PLACE AU DÉBAT

ENJEUX AVANT LA PRESIDENTIELLE

Par Jean-Claude CHAILLEY

INTRODUCTION

En France c'est la crise politique autant qu'économique. Tout le monde a assisté impuissant aux débats à l'Assemblée nationale. Peu de citoyen.nes s'y retrouvent dans les manœuvres, les « compromis », les accords de « non-censure », les vraies- fausses abstentions, ...

Pourtant jamais les enjeux n'ont été aussi importants depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale. On nous gave de sondages de candidats à la présidentielle, des pro ou anti primaires, des éventuelles alliances...

► **ça évite de parler de la politique menée, des mesures en cours AVANT la présidentielle, et autant que possible de remplacer les mobilisations nécessaires MAINTENANT par un débat sur 2027, qui de surcroît divise profondément.**

Macron – Lecornu passent maintenant toutes les mesures « d'économies », antisociales, qu'ils peuvent, et il y en a beaucoup.

► **Patronat, droite et extrême droite, largement d'accord sur le fond, préparent aussi MAINTENANT la pulvérisation de notre modèle social. Tous sont d'accord sur un point : « notre modèle social issu de 1945 n'est plus soutenable ». Ils comptent que la présidentielle leur donnera les moyens d'y mettre fin dans les 100 jours.**

LE BASCULEMENT MONDIAL.

Cette fois ce n'est plus seulement une crise mondiale de plus. C'est un basculement du monde, notamment sous les coups de l'administration Trump qui déstabilise tout, y compris les Etats Unis. Il y aura des élections « mid term » en novembre. Personne ne sait si Trump acceptera leur résultat s'il les perd ou s'il procédera à un coup de force.

La paix est menacée, « paix » d'ailleurs très relative puisqu'il y a une soixantaine de conflits dans le monde. **La lutte pour les matières premières, pétrole, gaz naturel, terres dites rares, ...s'intensifie.** Après le Venezuela mis sous contrôle, et notamment ses gigantesques réserves de pétrole, Trump menace le Groenland, le Canada, le Mexique, Cuba. En Iran ce n'est pas d'une intervention pour la démocratie dont parle Trump, lui qui a pratiquement acheté la « victoire » de Milei en Argentine.

Il a déclaré vouloir faire de Gaza une riviera, un paradis pour milliardaires, avec des Casinos et des golfs « Trump ».

Il n'a pas abandonné de conquérir Cuba avec Rubio, en renforçant son blocus.

Il continue à affaiblir l'Europe de toutes les façons possibles.

Pour Trump ce n'est pas seulement « America first », comme tous les présidents US, mais « Trump first » et « Tout pour les milliardaires américains ».

Aux Etats Unis il s'en prend aux fonctionnaires, coupe dans brutalement dans Medicaid (10 millions d'américains pourraient perdre leur couverture santé). **Pour les immigrants illégaux ou rendus illégaux, on leur envoie l'ICE. A l'opposé pour les ultras riches tout va bien, ...**

Quant à l'extérieur des Etats Unis, même un pays ça s'achète ou se contrôle par un « deal », pistolet sur la tempe. Outre les immenses privilèges du dollar, sa baisse favorise les USA contre leurs concurrents, notamment l'Europe, déjà handicapée par les droits de douane et beaucoup d'autres mesures anti-concurrence.

Ukraine : pendant que les morts des 2 côtés augmentent, **Trump a imposé à l'Ukraine de lui céder une bonne partie de ses terres rares, le marché de la reconstruction, puis a retiré toute aide financière.** C'est l'Union européenne qui paie, y compris les matériels de guerre américains. **Ces dépenses accroissent les dettes, les coupes budgétaires sur les services publics et la protection sociale.**

Russie : les Etats-Unis se sont débarrassés de la concurrence du pétrole et du gaz naturel russes. Ils sont remplacés par du gaz de schiste, du GNL américain, beaucoup plus cher, qui affaiblit l'industrie européenne, creuse les déficits. Nul doute que Trump négocie les matières

premières avec Poutine. Poutine a d'ailleurs proposé à Trump un accord sur les terres rares, au minimum du Donbass du même type qu'avec l'Ukraine.

La mondialisation libérale c'était pour beaucoup les délocalisations notamment en Chine à la main d'œuvre nombreuse et aux salaires très faibles. Les multinationales se sont enrichies. Ça a créé le chômage, fait pression sur les salaires, avec ses conséquences politiques : **la montée de l'extrême droite et / ou de la droite extrême.** Trump aux Etats Unis, Meloni en Italie, la montée du RN, de l'AFD, ... partout en Europe.

Avec les années les salaires chinois ont monté, la Chine est devenue une concurrente puissante, bien que son PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, le véritable critère, soit très inférieur à l'Europe et aux Etats Unis. Concurrence inacceptable pour les Etats Unis, suivis par l'Europe, bien que la plupart des délocalisations françaises soient vers les pays de l'ex Europe de l'Est, proches géographiquement et aux salaires très bas. Le contrôle mondial du pétrole par les Etats Unis vise aussi à asphyxier Cuba et l'économie chinoise qui en sont dépendantes. On parle couramment de 3^{ème} guerre mondiale à la télé. Ce monde est dangereux.

LES IMMENSES ENJEUX EN FRANCE AVANT LA PRESIDENTIELLE ET DANS LES 100 JOURS APRES LA PRESIDENTIELLE :

LES MUNICIPALES

On parle beaucoup de décentralisation. Dans la pratique on a raboté au maximum le pouvoir des élu.es. Les communes sont étranglées financièrement, encore davantage par les coupes budgétaires de la loi de finance 2026 (2 Md) qui nous dit-on ne satisfait personne, mais qui a néanmoins été adoptée. Hollande a insisté pour dégager Lecornu de sa promesse de ne pas utiliser le 49-3 pensant sans doute que son accord avec Macron (son ex-ministre de l'Économie) se verrait moins.

Les communes font aussi partie d'intercommunalités souvent de couleurs politiques différentes dont les choix politiques ne sont pratiquement jamais dans le débat public.

Bien sûr il y a de grosses différences entre une petite commune rurale où tout le monde se connaît et une grande métropole, intercommunalité.

Malgré toutes ces limites, il est important d'avoir un Conseil municipal qui s'engage pour des services publics de proximité, conserver un bureau de Poste, son école, une gare ou une ligne ferroviaire, conserver son hôpital ou maternité, ouvrir un centre de santé, des guichets accessibles y compris aux handicapé.es, remunicipaliser l'eau, construire des logements sociaux,... L'attitude par rapport à la défense et au développement des services publics ou au contraire leur privatisation ou disparition, est décisive pour la population.

La vie démocratique est aussi un enjeu des municipales : un conseil municipal peut encourager la vie démocratique, les associations, ou au contraire faire la chasse à toutes celles qui ne plaisent pas au maire, spécialité du Rassemblement national. **Mais pas seulement :** nombre d'élus s'en prennent aux syndicats sous tous les prétextes, faire des économies sur les subventions, avoir un besoin urgentissime de récupérer leurs locaux syndicaux, changer les règlements des maisons des syndicats pour entraver leur travail, ...

La LFSS 2026 (budget de la Sécurité sociale) et le PLF (budget de l'Etat et des collectivités locales) ont été votés directement ou indirectement en le laissant passer.

La France est sous procédure européenne pour déficit excessif, dans le cadre d'une politique européenne libérale qui va dans le mur.

Bayrou avait commencé les négos avec 44 Md d'économies, supérieures à la moyenne 2026 – 2029 nécessaires. Puis Lecornu a pris le relais avec à peu près le même gouvernement. Sans majorité ils savaient qu'ils seraient obligés de négocier. Les économies 2026 sont inférieures à 44 Md, mais restent lourdes.

1) **ILS APPLIQUENT** – ou tentent d'appliquer car ils génèrent de nombreuses luttes, au niveau local actuellement - **les coupes budgétaires adoptées.** Il y a des conséquences **tous azimuts**, dans tous les services publics, la protection sociale, les associations, ...

Par exemple l'audiovisuel public est dans le collimateur des coupes budgétaires. Il coûterait trop cher (encore 80 M de coupes en 2026). **Il ne serait pas « objectif »** dit le RN (contrairement à C'News je suppose), donc on y fait venir des transfuges de BFM. **Le journal 60 millions de consommateurs est à céder. L'INC** (Institut national de la consommation) **est fortement menacé comme toute une série d'agences ou d'organismes.**

Suppressions massives de classes et de postes dans l'enseignement (plus de 3000)

Les CESER pourraient devenir « facultatifs » pour faire de minimes économies...et c'est comme ça partout.

2) Milei, Trump, Elon Musk, ont fait des émules. TOUTES les variantes de droite et d'extrême droite sont d'accord sur l'essentiel : NOTRE MODELE SOCIAL ISSU DU CNR « N'EST PLUS SOUTENABLE ».

Pour atteindre 100 Md ou plus d'économies dans le cadre de leur politique, les coupes budgétaires « classiques » ne suffisent pas. D'autant que Lecornu veut réaugmenter le budget défense de 36 Md d'ici 2030, donc 36 Md d'économies supplémentaires à dégager. Le service de la dette augmente rapidement **A ce niveau de leur point de vue il faut la « stratégie du choc », l'éradication à la Kessler de notre modèle social.**

FONCTION PUBLIQUE / SERVICES PUBLICS

Ça fait des années qu'ils veulent supprimer des centaines de milliers de fonctionnaires, leur statut. Ils espèrent avoir le rapport de forces notamment via la présidentielle, encourager l'enseignement privé, la financiarisation de la santé, privatiser de nouvelles missions, ...quitte à ce que le cout total soit finalement supérieur.

PROTECTION SOCIALE ,UNEDIC : Lecornu – Farandou veulent imposer 400 M minimum d'économies supplémentaires sur les droits à l'assurance chômage après une rupture conventionnelle. Leur méthode est le chantage à la Trump : si les syndicats ne donnent pas leur accord, il y aura un décret qui peut être pire !

Cependant le gros morceau c'est la SECURITE SOCIALE dont le budget, bien qu'insuffisant, va passer 700 milliards. Pour l'ensemble droite – extrême droite « LA SECU de 45 N'EST PLUS SOUTENABLE ». Les « pistes », non exclusives, se multiplient

- Le budget **retraites** tout compris, avec les complémentaires, est de 400 milliards. Ils voudraient quelques dizaines de Md d'économies sur quelques années. Le COR va publier un rapport alarmiste sur le gouffre des retraites.

Farandou veut préparer une nouvelle réforme notamment par la conférence TER, Travail – Emploi – RETRAITES. Elle n'a pas pour objectif de conclure immédiatement : pour Farandou il s'agit de préparer 2027 : **« Les Français choisiront le futur système »**

- **Faire disparaître le budget de la Sécu** en l'intégrant comme une ligne du budget de l'Etat.

- **L'ASU, l'Allocation Solidarité Unifiée**, chère à Macron, Wauquiez, ...est lancée par Lecornu – Farandou avec objectif d'adoption au printemps. L'affichage c'est que « le travail doit payer plus que l'assistance », ce qui est déjà le cas. Comme droite et extrême droite refusent le moindre « coup de pouce » au SMIC, la ré indexation des salaires, bien au contraire, augmenter l'écart (Farandou) ne peut se faire que par des économies sur les plus pauvres.

- **Rapprocher « le brut du net »**, c'est- à dire supprimer massivement les cotisations sociales pour faire couler la Sécu sans le dire.

- **Augmenter la part des complémentaires dans les remboursements maladie**, donc nouvelles augmentations de cotisation et / ou moyen d'augmenter considérablement les franchises sous un autre nom (« bouclier sanitaire »...)

CETTE politique, en contradiction avec les besoins de la population, s'accompagne DEJA et s'accompagnerait encore DAVANTAGE de la MONTEE DE L'AUTORITARISME

DANGER : une victoire du RN ou d'un Front républicain pourrait valider indirectement la destruction de la Sécurité sociale, de notre modèle social. Il ne faut pas se trouver dans la

problématique « Je vote contre le RN au 2^{ème} tour donc pour des candidats comme Attal et les autres qui veulent la retraite à la carte, la capitalisation, ... » même si je suis contre.

C'est ICI et MAINTENANT qu'il faut agir pour la défense de notre modèle social. On ne peut le jouer à la roulette d'une présidentielle au résultat fort incertain.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

Merveilleuse « Union européenne »

D'après un article de Courrier international

En décembre, les pays de l'Union européenne ont décidé -sans en référer à leur peuple, quelle idée saugrenue !- d'assouplir les règles relatives aux "nouvelles techniques génomiques" (les NGT permettent de modifier le génome d'une plante sans introduire d'ADN étranger.). Désormais, les aliments contenant ces nouveaux OGM ne seront plus soumis à un étiquetage obligatoire dans les supermarchés : il deviendra impossible, pour les consommateurs, de distinguer au premier coup d'œil les aliments issus de ces nouvelles techniques génomiques.

Autre innovation : le brevetage de plantes génétiquement modifiées. Ce n'est plus le processus de développement d'une pomme de terre ou d'une pomme résistante à la pourriture ou aux maladies qui compte, mais le produit lui-même. Puisque les produits ayant subi des modifications mineures du génome sont considérés comme équivalents aux produits naturels, plus besoin d'appliquer le principe de précaution européen, connu pour sa sévérité.

C'est l'alignement sur les règles déjà en vigueur depuis plusieurs années aux États-Unis et en Asie. C'est la même démarche que tous les accords de libre-échange comme le récent Mercosur.

En Allemagne, c'est la satisfaction. Die_Zeit annonce : "L'Europe ose une petite révolution génomique" ; la radio publique allemande Deutschlandfunk pavoise "seules les semences devront être étiquetées en tant que telles, pas les produits finis". On peut penser qu'en France, les géants de l'agro-alimentaire, tel le président de la FNSEA, ne vont pas s'en plaindre.

Pour ceux soucieux d'une qualité sanitaire, l'inquiétude se fait entendre. Les agriculteurs biologiques de RFA craignent des effets néfastes sur leur production. "Je ne sais pas comment continuer à garantir une production sans modification génétique, car des semences peuvent atterrir chez moi, sous l'action du vent, des insectes ou des oiseaux", déplore une agricultrice biologique. On imagine dans notre pays la réaction de la Confédération paysanne et du Modéf...

L'association d'agriculteurs biologiques Bioland qualifie la décision de "cheval de Troie", qui menace "la souveraineté alimentaire européenne" et "la liberté de choix des agriculteurs et des consommateurs". "Sous couvert de progrès, le danger, la dépendance et les intérêts des grands groupes s'immiscent dans nos champs et nos assiettes", dénonce son président. Il craint un monopole du matériel génétique par de grandes entreprises semencières comme Bayer-Monsanto, au détriment des petits agriculteurs.

La mesure est également socialement injuste : Ceux qui peuvent se le permettre continueront à se rabattre sur les produits bio, dans lesquels les modifications génétiques restent interdites. Mais ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter bio n'auront guère d'autre choix que de consommer ces aliments génétiquement modifiés." Et sans le savoir puisqu'il n'y aura plus de traçabilité !

BREVES SOCIALES

La direction du groupe Bosch a décidé de fermer l'usine de Moulins-Yzeure dans l'Allier. L'emploi de 270 salariés est en cause. C'est aussi tout un territoire qui risque de mourir à petit feu, au nom de la rentabilité.

Car comme à chaque fois, cette décision brutale impacte durement non seulement 270 familles et fait perdre des savoirs industriels, mais met en difficulté tout une région déjà fragilisée par de nombreuses fermetures (3000 emplois industriels -Erasteel, Brea System, Adisseo, AMIS...- supprimés en 20 ans). L'État est responsable de son laissez-faire et la direction du groupe à rendre des comptes : l'entreprise a bénéficié d'aides publiques, d'exonérations fiscales et du soutien des collectivités locales. C'est le rôle de l'État de défendre les salariés, de garantir leurs droits et de travailler à ouvrir de nouvelles perspectives pour l'avenir du site et plus généralement de l'emploi industriel dans le département.

Le groupe d'électroménager Brandt a été placé en liquidation judiciaire par le tribunal des activités économiques de Nanterre en décembre dernier.

Cette décision est un coup très dur porté à l'industrie française et un traumatisme pour la région Centre avec les 700 emplois ainsi supprimés. C'est aussi une grave défaite de plus pour l'industrie en France ; c'est aussi la confirmation de l'impasse économique de décennies de politiques de désindustrialisation. Brandt est un symbole de la production dans notre pays. Brandt, c'est :

- un siècle de savoir-faire industriel français,
- 98 % de la production de cuisson réalisée en France,
- un acteur stratégique pour notre souveraineté industrielle.

Un projet de Société Coopérative et Participative (SCOP), soutenu par le groupe Revive, avait été déposé une semaine avant cette décision. Il aurait permis de sauver au moins 370 emplois. L'offre avait reçu un large soutien des pouvoirs publics et était soutenue par une majorité de salariés. Elle n'a pas été jugée suffisamment pertinente par ce tribunal. Et pourtant, la SCOP Brandt aurait pu vivre. Ce sont les salariés qui détenaient le projet industriel le plus solide.

La liquidation de Brandt n'est pas une fatalité économique : c'est le résultat d'un système qui préfère la concurrence au bien commun, et l'impuissance publique à la souveraineté nationale.

Quand on fait la somme de tous les soutiens (l'État à hauteur de 5 millions d'euros, région Centre environ 7 millions d'euros, tout comme la métropole d'Orléans.), c'est à près de 20 millions d'euros d'engagements publics qui auraient été prêts à être consacrés au « redémarrage » de deux usines d'Orléans et de Vendôme. Cet engagement des partenaires publics n'a pas été jugé « suffisant » par le tribunal de Nanterre. Evidemment les banques n'ont pas suivi. Notons que Brandt, propriété depuis 2014 du groupe algérien Cevital, réalise 260 millions d'euros de chiffre d'affaires.

« Non, c'est non Monsieur Duplomb ! » : Loi Duplomb : sept mois après, la pétition record sur l'agriculture enfin débattue à l'Assemblée nationale ; un débat, hélas, non contraignant.

Le Sénateur Duplomb avait entrepris par sa proposition de loi de réintroduire l'acétamipride, un insecticide de la famille des néonicotinoïdes. Se réclamant de « l'urgence agricole » et sous la pression de la FNSEA, - et l'opposition de la Confédération paysanne et du MODEF- il s'agit « d'un retour en arrière dangereux qui ignore les alertes scientifiques et la volonté citoyenne », selon le site de l'Assemblée nationale où se trouve la pétition contre cette réintroduction qui rassemble 2,1 millions de Français qui ont, par leur signature, ainsi manifesté leur opposition à la loi.

Reprenons les avertissements recensés par la pétition qui détaille les graves dommages que produirait la réintroduction du pesticide. « Impact Neurotoxique : Comme tous les néonicotinoïdes, cette molécule agit sur le système nerveux central des pollinisateurs, entraînant leur mort et l'effondrement de la biodiversité. Santé Humaine : Des études pointent des risques de perturbation du développement cérébral, particulièrement chez les fœtus et les jeunes enfants. Persistance : Ces produits ne s'arrêtent pas à la cible ; ils contaminent durablement les nappes phréatiques et l'ensemble de la chaîne alimentaire. » et « *Nous ne consentons pas à ce que notre santé soit mise en balance avec des intérêts productivistes à court terme, peut-on lire. Nous ne consentons pas à l'empoisonnement silencieux de nos sols et de notre eau* ».

Le mercredi 11 février, l'Assemblée nationale a ainsi été le lieu d'un débat non contraignant, mais très attendu.

COUP DE GUEULE

Anti-sciences : attention danger !

Par Laure MARCHAND

Depuis le retour de Trump à la présidence des Etats-Unis, une vague d'anti-science déferle sur les USA. Déjà bien présente lors de son premier mandat (on se souvient de ses mensonges et de ses attaques contre les vaccins anti-covid, ce qui a entraîné plusieurs milliers de morts qui auraient pu être évitées), cette vague a pris des proportions jamais atteintes depuis des décennies. Ce n'est pas seulement la santé qui est en cause sous la houlette de l'anti-vaccins Kennedy c'est l'ensemble de la recherche qui est visé. Attaques contre les chercheurs, refus d'admettre la réalité du changement climatique (cela en partie d'ailleurs pour favoriser les énergies fossiles comme le pétrole et les mannes financières qui vont avec), dénigrement des revues scientifiques, attaques contre l'organisation mondiale de la santé avec une diminution drastique des subventions, tout y passe. Cette politique qui rappelle l'obscurantisme du moyen-âge (des milliers de femmes ont été brûlées vives comme sorcières uniquement parce qu'elles connaissaient les propriétés médicinales des plantes) est évidemment dangereuse. Elle n'est d'ailleurs pas propre aux Etats-Unis. Les campagnes complotistes contre les vaccins anti-covid se sont largement développées sur les réseaux sociaux.

Depuis deux siècles la science a permis non seulement de réduire drastiquement la mortalité mais aussi d'améliorer sensiblement la vie des habitants de la planète. Des maladies autrefois mortelles peuvent désormais être guéries, les transports ont connu une formidable évolution, les conditions de travail ont été sensiblement améliorées en raison de la modernisation des outils...

Bien sûr il ne faut pas négliger le fait que la science peut parfois engendrer des effets négatifs comme on le voit avec le réchauffement climatique dû notamment à l'utilisation intensive des énergies fossiles ou avec l'élaboration d'armes toujours plus destructrices. La robotisation n'a pas que des effets positifs même si elle permet de supprimer des tâches pénibles. Comme l'évoquait le livre de George Orwell 1984 l'intensification des moyens audiovisuels pourrait aboutir à une dictature encore plus forte que celles que l'on connaît aujourd'hui dans le monde.

Mais la science dès lors qu'elle est encadrée reste la meilleure amie de l'homme. C'est pourquoi il faut donner toujours plus de moyens à la recherche et pas seulement dans le but d'obtenir des résultats rapides. Or depuis 2017 force est de constater que malgré le crédit impôt recherche en faveur des entreprises, les sommes versées par l'Etat au profit de la recherche n'ont cessé de diminuer. Accueillir sur notre sol quelques chercheurs américains ça ne remplace pas une véritable politique en faveur des chercheurs. La France est championne des brevets mais la frilosité des banques aboutit à ce que beaucoup de brevets ne se traduisent pas en projets sauf s'ils sont exploités à l'étranger.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE